



**Doléances et propositions
collectées par
Les maires ruraux de France**

**« LA PAROLE AUX CITOYENS »
*Les maires ont la clé***

Synthèse nationale

14 janvier 2019

La parole aux citoyens

Les maires ont la clé

De l'opération « Mairie Ouverte »

- Plusieurs milliers de mairies ont répondu à l'action « mairie ouverte » et ont prouvé que la commune reste un vecteur de transmission, de représentation, d'interface entre les citoyens et ceux qui les gouvernent.
- Des contributions venues de tous les départements de métropole alliant de très nombreuses propositions et description de parcours de vie et de leurs difficultés.
- Les doléances et propositions collectées sont conjointement à cette synthèse, remises en intégralité au Président de la République, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée Nationale, au Président du Sénat et celui du Conseil économique, social et environnemental.
- Elles seront toutes connues de l'exécutif et du législateur, sans tri, ni hiérarchisation.
- Nous souhaitons néanmoins porter à la connaissance de tous une première analyse de cette consultation inédite et indépendante.
- Ces doléances et propositions sont en effet le socle d'une exigence de notre population rurale à être entendue par les pouvoirs nationaux, qu'ils soient politiques, médiatiques ou économiques.

- La collecte est faite à partir des retours transmis directement par les citoyens, par les mairies ou par les associations départementales de maires .
- Les textes sont écrits sur papier libre ou à l'intérieur d'un cahier mis à disposition des habitants, sans nomenclature ni thématiques contraintes
- La synthèse s'appuie sur un stock de plusieurs milliers de communes qui nous ont transmis les documents, sur des mails reçus directement à l'Association.
- Une plateforme numérique flui.city a permis l'expression de toute la population sur tous les sujets selon les codes des plateformes de civitech. Son contenu n'est pas analysée dans la présente synthèse.
- Un traitement scientifique démarrera au terme de la présente phase avec un collectif de chercheurs de disciplines différentes.
- La synthèse s'appuie sur la collecte organisée entre le 8 décembre et le 11 janvier bien que des communes poursuivent l'action de manière marginale à la date du 14 janvier.

***Message de Vanik Berberian,
Président de l'Association des maires ruraux de France***

"J'existe !" C'est ce que des dizaines de milliers de Français ont commencé à exprimer dans les mairies qui ont ouvert un "cahier de doléances et de propositions" depuis le samedi 8 décembre, à la suite du mouvement lancé par l'Association des Maires ruraux de France.

Par cet acte citoyen, les mairies, nos maisons communes, ont permis de consigner les expressions des citoyens qui portent le germe d'un projet de société plus vivable pour les 22 millions de Français, qui vivent en milieu rural, auxquelles s'ajoutent d'innombrables contributions libres.

Ce qui nous importe aujourd'hui, c'est de rendre visible cette réalité, qui n'apparaît que trop peu dans l'esprit de ceux qui gouvernent. Elle est pourtant capitale pour notre pays dans un moment où le pacte social et territorial vacille.

Vive la Commune,
Vive la République,
Vive la France.

THÉMATIQUES ABORDÉES

Classement des thématiques par ordre décroissant (de la plus abordée à la moins abordée au sein des doléances), avec le pourcentage des occurrences (c'est-à-dire la part de chaque thème dans l'ensemble des contributions).

1. Justice sociale = 17,2 %
2. Justice fiscale = 14,3 %
3. Organisation politique et territoriale = 14,0 %
4. Aménagement, transports et mobilités = 9,4 %
5. Vie démocratique = 8,7 %
6. Transition écologique et énergétique = 8,4 %
7. Emploi et économie = 8,3 %
8. Sujets internationaux = 5,4 %
9. Services de proximité = 5,1 %
10. Rôle de l'État dans les territoires = 5,1 %
11. Autres = 4,1 %

Deux thèmes transversaux et récurrents ont été mis à jour : **la ruralité et la commune.**

- Bien que plusieurs sujets soient transversaux, cette classification permet de rendre compte de la diversité de l'expression citoyenne et d'une réelle volonté de mettre au débat des propositions concrètes en face des difficultés rencontrées au quotidien.
- Cette classification montre que les sujets relatifs à la justice fiscale et sociale, s'ils sont majoritaires, ne peuvent se penser indépendamment des questions relatives aux inégalités territoriales.
- Le sentiment de relégation social est fortement corrélé au sentiment de relégation territorial.
- Par soucis d'exhaustivité, une analyse transversale du contenu des cahiers a été faite de manière à en dégager les grands courants qui ressortent, par-delà les domaines d'application auxquels ils se rapportent.
- On peut alors, par le prisme d'une lecture des doléances et propositions à l'aune des problématiques connues de l'AMRF, isoler deux fils rouges : la ruralité et la commune.

Note : Dans les pages suivantes, les phrases entre guillemets et en italique sont issues des doléances des citoyens.

La ruralité

La question de la ruralité, et de la perception que les citoyens en ont en termes d'inégalités des chances, décrit de manière détaillée les fractures territoriales souvent délaissée dans l'analyse au profit de la fracture sociale. Pour autant, émerge une conscience d'un potentiel collectif qui suppose de porter un regard nouveau et plus précis, en rupture avec les codes d'analyse actuel de nombreux acteurs en particulier de l'Etat. La raison est liée à « *l'incapacité des pouvoirs successifs à écouter et comprendre ce qui se passe en milieu rural* ».

Changer de paradigme en adoptant une vision positive de la ruralité

- « *Respectez-nous et venez nous voir !* ». Ce mot d'ordre prouve que de nombreuses contributions s'affranchissent de l'expression plaintive pour au contraire être force de propositions.
- La conviction que « *le mode de vie rural est porteur d'avenir* » pour « *attirer des entreprises et des habitants tout en satisfaisant aux exigences climatiques actuelles* ».
- La demande d'une meilleure reconnaissance de la capacité d'action des communes, par le biais de « *l'augmentation de la dotation des finances pour les territoires ruraux pour aider ceux qui développent des services et luttent pour développer l'exploitation des énergies renouvelables* ».
- Le potentiel humain des espaces ruraux.
- En affirmant qu'« *en milieu rural, nos communes sont riches en humanité ; ne tuons pas tout ce que cela apporte* », les citoyens souhaitent apporter un démenti au « *marasme et à la léthargie qui asphyxient nos territoires ruraux* ».
- Rappel du « *potentiel économique des territoires ruraux* », que ce soit sur des questions concernant l'agriculture avec les circuits-courts, la transition climatique et la préservation de l'environnement, le développement économique et culturel, etc., les doléances expriment un fort rejet de la manière dont « *les territoires sont mal considérés par l'État centralisé* ».
- Forte appétence des citoyens pour un changement de paradigme qui permettrait d'aller vers « *une logique de fédéralisme où l'on prendrait réellement en compte les spécificités locales* ».
- C'est parce que le diagnostic initial de « *la concentration des territoires et de la métropolisation* » n'est pas bon que le remède accentue le fait de « *couper la France en deux, avec d'un côté la France qui gagne bien sa vie et habite les centres urbains, et de l'autre les laissés pour compte* ».

Pour une approche spécifique de la ruralité afin de répondre au sentiment d'injustice et d'abandon des territoires ruraux.

- Critique « *d'une démocratie malade de sa technocratie* » qui « *néglige l'avis des habitants ruraux qui, sous prétexte d'être peu nombreux, sont perçus comme une quantité négligeable* »
- Dimension collective du sentiment d'injustice sociale, exprimé par ailleurs à l'échelle individuelle, en demandant « *une justice sociale pour le bien vivre ensemble* », car « *il en va de notre cohésion nationale* ».
- « *où va l'argent des taxes alors qu'il y a de moins en moins de services publics* »

- Besoin d'une « *nécessaire équité de traitement entre les citoyens quel que soit leur territoire de résidence* », alors que beaucoup considèrent que « *les impôts augmentent, mais les services en milieu rural diminuent* ».
- Loin d'être résignée, l'expression citoyenne ne se limite à la demande de « *l'arrêt de la casse des services publics en zone rurale* », mais offre au contraire une vision dynamique qui demande à « *être accompagnée localement et reconnue dans ses spécificités rurales* », à rebours des « *pseudo solutions imposées par des technocrates totalement déconnectés des réalités aux territoires ruraux* ».
- En matière de déplacements, sujet initial de la contestation, le sentiment d'injustice concernant « *le financement des grandes infrastructures de transport qui n'offrent aucune alternative à l'usage de la voiture individuelle en milieu rural* », se mue en sentiment de stigmatisation et de culpabilisation de « *l'automobiliste alors même que l'offre de transports publics diminue et que les gares ferment* ».
- L'insuffisance de soutien aux initiatives innovantes dans une perspective de « *développement raisonné des villes et des campagnes* » rejoint le sentiment d'injustice qui émerge au sujet des efforts pour lutter contre le changement climatique, tant « *les efforts demandés à la population impactent davantage les personnes non-aisées ou les personnes vivant dans les territoires ruraux* », alors que « *les grandes entreprises ne sont pas taxées à la hauteur de la pollution qu'elles engendrent* ».
- Appel à « *réinventer nos modes de déplacement, en faisant preuve de bon sens et de justice sociale* », qui rejoint de nombreuses thématiques essentielles au dynamisme des villages, comme l'école et certains services, dont plusieurs citoyens considèrent qu'il s'agit « *d'un droit élémentaire et pas d'une variable d'ajustement comptable* ».
- Pour résumer, il faut que « *l'État pense plus au monde rural et fasse preuve de plus d'inventivité, en s'appuyant sur les forces locales* ».

Une volonté de donner à voir la ruralité face à un État central aveugle et déconnecté des réalités rurales.

- « *Monsieur le Président, écoutez et regardez la ruralité en face !* », tel est le leitmotiv des doléances reçues.
- L'idée d'une déconnection entre le peuple et ses dirigeants politiques nationaux s'avère récurrente, c'est principalement pour critiquer « *un État central déconnecté des réalités du terrain* », et en particulier des questions relatives à la spécificité des espaces ruraux.
- Constat d'une relative « *inefficacité de la démocratie représentative à porter les enjeux de la ruralité* »
- Condamnation de « *décisions venues d'en haut sans concertation* ».
- L'idée d'un « *mépris du pouvoir central envers les territoires* » qui l'empêche de « *réellement prendre en compte les spécificités locales* » dans ses politiques.
- Sentiment général d'une « *France méprisée par nos élites politiques, médiatiques et financières* » avec des « *lois qui ne sont pensées que pour les grosses agglomérations* ».
- Cette incompréhension prend des formes d'expression souvent très sensibles de la part de gens qui se sentent appartenir à « *la France des oubliés* ».
- Critique sur les critères qui prévalent à la prise en compte de la ruralité avec « *des logiques comptables (en termes de population) qui sont inadaptées et concourent à limiter la capacité d'agir des communes rurales* ».
- « *il est urgent et vital que le monde rural soit écouté et respecté* », car « *les ruraux sont des gens sensés, force de propositions* » qui permettraient d'adopter des « *politiques de bon sens, plus sereines et adaptées au contextes locaux* ».

La commune

Rénover l'organisation politique en redonnant davantage de pouvoirs à la commune et aux élus. Tels sont les clés d'une analyse qui prouve l'importance de s'appuyer non seulement sur la proximité mais aussi l'interconnaissance locale et le besoin de davantage de subsidiarité dans l'action confiée aux élus avec en relief la critique d'un Etat déconnecté et soucieux de recentraliser plutôt que de faire confiance.

Un Etat central déconnecté des réalités locales.

- Déconnection entre le peuple et ses dirigeants politiques nationaux s'avère récurrente, avec une critique manifeste d'un Etat central qui serait déconnecté des réalités du terrain.
- Des « *décisions venues d'en haut sans concertation* », le « *mépris du pouvoir central envers les territoires* », la « *concentration des pouvoirs à Paris* », ou encore le sentiment que « *les territoires sont mal considérés par l'Etat central* ».
- Proposition d'aller vers une « *logique de fédéralisme où l'on prendrait réellement en compte les spécificités locales* ».

L'importance de conserver la proximité entre les citoyens et la prise de décision politique.

- A la sensation de mépris des français par les « *élites politiques, médiatiques et financières* », il ressort des doléances que la « *réponse doit passer par davantage de proximité* ».
- « *Redonner du sens à la démocratie* ». Pour cela, certaines doléances proposent de reconstruire cette organisation démocratique « *depuis les territoires et les citoyens* » (« *On ne peut plus fonctionner de façon centralisée* » ; « *Chaque territoire doit pouvoir prendre ses propres initiatives en fonction de ses spécificités et problématiques locales.* »).
- La nécessité d'une **adaptation des décisions prises nationalement aux réalités et aux spécificités de chaque territoire** (il convient de mettre « *en place des politiques adaptées aux territoires et pas seulement à Paris* »).
- La **précieuse proximité des communes avec ses administrés** est en outre plébiscitée, en filigrane de plusieurs demandes, dans la mesure où sont évoqués « *le besoin de recréer du lien social* » (« *Doter les maires de moyens pour développer les associations permettant de créer du tissu social* »), ou encore la nécessaire mise en place de « *services de proximité* ».

L'appel à remettre la commune au centre de la démocratie locale.

- La nécessité de conserver une proximité entre les citoyens et le premier lieu de décision politique.
- Forte aspiration à **réformer l'organisation politique par le bas** (« *Refonder la République sur un autre modèle* », notamment en redonnant du « *pouvoir à la commune* » que « *l'Etat soutienne les petites communes* » ; « *plus de pouvoirs aux élus locaux* »).
- Reconnaître à la commune son rôle de premier échelon de la démocratie, c'est aussi lui octroyer le statut et les compétences légitimes qui en découlent
- **Prise de décision plus proche du citoyen.** La démocratie participative, qui demande à être favorisée, à tous les échelons, est particulièrement fluide à appliquer au niveau communal, grâce – justement – à la proximité des élus municipaux avec les citoyens.
- Instaurer davantage de démocratie directe.
- Désir de **participation à la vie de la cité et d'implication des citoyens dans les choix qui la concerne** (« *que les citoyens reprennent en main l'intérêt général, pas seulement par l'impôt mais pas l'action collective* » ; « *La mairie doit être la maison du peuple* »).
- **L'intérêt des populations pour la prise de parole à l'échelon local est indéniable**
- Besoin qui matérialise le rôle central qu'a vocation à jouer la commune dans le maintien du lien entre les citoyens et la démocratie.
- **Sentiment latent de défiance générale vis-à-vis de « l'intercommunalité qui se fait au détriment des petites communes ».**
- L'expression du « *mille-feuille* » est parfois évoquée dans le sens d'un manque de lisibilité, auquel l'échelon intercommunal ne semble rien arranger (« *trop d'échelons administratifs* » ; « *L'intercommunalité rajoute une couche au mille-feuille territorial, incompréhensible et générateur de gaspillage* »).
- Critiques de l'éloignement des lieux de décisions, de la complexité de l'organisation territoriale ou encore la nécessité de rénover la démocratie.
- La commune apparaît - par opposition - comme l'entité politique la plus proche du citoyen et la plus accessible ; le premier échelon de la démocratie, qui nécessite d'être reconnu et considéré comme tel.

1. JUSTICE SOCIALE

Le thème phare qui ressort des cahiers de doléances est une demande de véritable justice sociale. Cette idée, qui recouvre différentes dimensions, est parfois accompagnée par des formules telles que « *l'argent doit être au service de l'humain et non le contraire* » où le principal sujet est celui de « *pouvoir finir les fins de mois dignement* ». Mais ce sentiment d'injustice est souvent porté dans une dimension collective avec l'idée d' « *une justice sociale pour le bien vivre ensemble* », car « *il en va de notre cohésion nationale* ». Il est donc principalement question d'une nécessaire équité de traitement entre les citoyens quel que soit leur territoire de résidence (« *que les petites gens et les ruraux soient respectés* ») avec l'objectif d'une refonte globale du système de justice sociale, qui crée de la pauvreté (« *abolition de la pauvreté* »).

Une demande dominante : la hausse du pouvoir d'achat et l'indexation sur l'inflation

- « *Tout augmente, sauf les salaires* ». Pour beaucoup, il est nécessaire de recevoir un salaire couvrant les besoins de base.
- « *Avec le coût de la vie en permanente augmentation et des minima sociaux en permanente stagnation, il est évident que de moins en moins de gens peuvent vivre correctement* ».
- Augmenter le pouvoir d'achat vise ainsi à « *permettre à tous de consommer* ».
- Parallèlement, beaucoup expriment la nécessité d'évaluer les salaires et retraites en fonction du coût de la vie (« *Comment pouvons-nous suivre l'augmentation des produits de premières nécessités et des taxes, si les revenus ne sont pas indexés sur l'inflation réelle ?* » ; « *Pour le pouvoir d'achat j'aimerais que l'on puisse tous les ans réévaluer tous les salaires et retraites en fonction du taux d'inflation de l'année écoulée* »).

Une unanimité sur la nécessité de revaloriser les retraites

- L'indispensable indexation des retraites sur le coût de la vie revient régulièrement (« *Sinon c'est un appauvrissement garanti des "vieux" qui ont travaillé toute leur vie !* »). Avec des formules variées « *revalorisation du minimum vieillesse* », « *un minimum vieillesse pour toutes et tous* », « *La retraite n'est pas une allocation, mais un droit pour le travail accompli* »).
- Sur le niveau de la revalorisation, les avis divergent : certains citent une « *retraite minimum à 1000 euros* », d'autre « *1200 euros/mois* »).
- La notion d'urgence autour de cette question est récurrente (il est question de revaloriser les retraites « *en urgence* », « *immédiatement* ») et une unanimité se fait autour de la suppression de la hausse de CSG pour les retraités (« *La hausse de la CSG pour les petites retraites est inadmissible* »).
- L'âge de départ à la retraite est également évoqué avec la question du rétablissement de la retraite à 60 ans (« *Donner du travail aux jeunes et laisser les anciens partir à la retraite à 60 ans* », la retraite à 60 ans « *à taux plein pour tous* »).
- « *tenir compte de la pénibilité de travail pour le départ de l'âge à la retraite* ». Se faisant, une demande d'une homogénéisation des systèmes de retraite émerge (« *Un*

système de sécurité sociale et de retraite unique pour tous » ; « Fin des régimes spéciaux de retraite »).

- Sentiment de manque d'équité au sein des différents régimes de retraite pratiqués qui est évoquée, avec certains qui s'en sortent « privilégiés » (*« Suppression des régimes spéciaux pour les parlementaires, ministres », « Il faut cesser de verser des retraites à vie aux anciens présidents »* ou encore *« Que les retraites des députés soient calculées comme celles des autres citoyens ! »*).
- *« Baisse du plafond maximum des hautes retraites du régime général ».*

Revalorisation du SMIC.

- La demande est régulièrement faite d'une revalorisation du SMIC (ou des *« petits salaires »*, des *« faibles revenus »*) et d'une indexation du SMIC sur le coût de la vie. Sur le sujet du taux de revalorisation du SMIC, les avis divergent (*« à 1500 euros net », « au moins 15% d'augmentation », « augmentation de 300 euros minimum », « 1600 euros net », « 1400 euros net par mois serait déjà pas mal », « augmentation sérieuse du SMIC »...*).
- Élargissement de la demande de revalorisation (*« Augmenter les salaires »*).
- Manque d'équité, entre le niveau des salaires minimums et les revenus des personnes inactives (*« Supprimer le RSA pour les gens qui ne veulent pas travailler » ; « Ceux qui travaillent doivent gagner plus que ceux qui ne travaillent pas » ; « Comment se fait-il que des personnes nous disent qu'ils gagnent plus en restant à la maison. »*).

Réduire les différences de salaires.

- Forte demande d'équité : *« L'écart se creuse de plus en plus dans les différentes couches de notre société »,* avec la demande récurrente qu'il y ait *« moins d'écarts entre les salaires »*.
- Un encadrement des salaires les plus hauts est proposé (*« Diminution de l'écart entre les plus bas et les plus hauts salaires en définissant une proportion acceptable par tous. » ; « Encadrement des salaires : pas plus de 50 fois le salaire le plus bas »*). De même, il est suggéré d'instaurer une *« CSG majorée sur les gros salaires »*, ou encore de *« Remettre la CSG aux députés »*, pour assurer une plus grande équité.
- Demandent de davantage de soutien pour les classes moyennes (les jeunes couples, couple avec enfants...).
- Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires *« bloqué depuis de nombreuses années »*.

Mise en place d'un revenu universel d'existence.

- À côté des demandes d'augmentation des minimas sociaux, émerge parfois l'idée d'un revenu universel (*« augmenter le SMIC, le RSA et les autres minima ou bien instaurer le fameux revenu universel » ; « Création d'un Revenu de Base Inconditionnel » ; « Mise en place du revenu universel sans conditions particulière » ; « Un revenu de 800 à 1000€/mois permettrait à la plupart de vivre décemment, voire de s'épanouir et de sortir enfin de la survie. »*).
- L'égalité homme-femme n'est pas oubliée (*« À travail égal, salaire égal pour les femmes »*), de même que la nécessaire égalité territoriale (*« L'injustice est criante dans les campagnes, fortement dépendante de la voiture. Et pourtant on en exige toujours plus des habitants les mieux isolés »*).

Revalorisation des droits des personnes fragiles.

Apparaît fréquemment la nécessité de *« prendre en considération les plus faibles »*.

- **Personnes en situation de handicap** : En parallèle d'une demande de revalorisation de l'allocation adulte handicapé (AAH) et d'une augmentation de la pension invalidité, il est évoqué le manque de moyens dans ce domaine (« *pas assez de structures (enfants et adultes) + problème du transport pour le suivi médical* »). Certains témoignages font état d'une grande détresse sociale (Exemple d'une personne en invalidité qui touche 525 euros de pension logée et nourrie gratuitement par sa famille, dont la mère perçoit 800 euros de retraite).
- **Veufs et veuves** : Remise en place de la demi part supplémentaire pour les veuves et veufs : importantes incidences sur différentes exonérations (redevance TV, APL...) et droit à toucher la **réversion** (« *Maintenir la réversion à plus de 50%* »).
- **Personnes âgées** : Au-delà des questions de retraites vues ci-dessus, des doléances demandent davantage d'aides, à la fois pour elles (« *construction d'EHPAD et de maisons de retraites dignes de ce nom, avec du personnel suffisant et compétent.* » ou encore « *Promouvoir de façon large les services à la personne*») et pour les aidants. Pour ces derniers, on note en effet des demandes de mieux payer les infirmières, les aides soignantes et les personnels hospitaliers (« *prendre conscience du salaire de certaines professions qui ont la mission d'aider nos personnes âgées et qui sont exploitées* »).

En parallèle, une action sur le coût de la vie (les prix) est réclamée :

- Les coûts de la vie (électricité, eau, gaz, alimentation...) sont unanimement jugés « *trop chers* ».
- La « *précarité énergétique* » est évoquée régulièrement, avec parfois demande de « *gratuité pour les personnes modestes* ».
- Recherche d'équité et de progressivité (« *frais d'ouverture de compteurs (eau-électricité) et abonnements téléphoniques : est-il normal que ces factures soient les mêmes pour une personne seule et pour un couple à deux revenus ?* »).
- Demande d'une diminution des taux de TVA sur les produits de première nécessité et augmentation sur les produits de luxe (« *Baisser la TVA de 1 point sur les produits alimentaires de 5.5%* », ou encore proposition de « *taxer l'eau, l'électricité et le gaz à 5.5%* »).
- Le prix des denrées alimentaires demanderait à être mieux encadré.
- La perte de pouvoir d'achat se fait particulièrement sentir au niveau des produits alimentaires (« *Plus le temps passe, plus on s'approche de la conversion 1 franc = 1 euro, lors du passage à l'euro la baguette était à 1,30 franc maintenant elle avoisine 1,20 euro seulement 1 euro = 6,50 franc. Chercher l'erreur? Nos salaires et retraites n'ont pas été multipliés par 6* »), ce qui crée un sentiment d'injustice dans l'accès à des aliments de qualité, notamment (« *il faudrait permettre à tout un chacun de consommer BIO s'il le souhaite, en faisant en sorte que le prix soit plus abordable* »).
- Nécessité de « *blocage des prix alimentaires* », qui limiterait l'envolée des tarifs.

Logement.

- Le montant des loyers demande à être « réglé »/ « encadré ».
- Nécessité de faire baisser les loyers jugés « exorbitants » (« des personnes travaillent et dorment dans leur voiture »).
- La question des personnes sans-abris ou mal-logés revient également, avec la nécessité de trouver une solution pour héberger les personnes sans domicile fixe (« Zéro SDF » ; « Qu'il n'y ait plus de SDF » ; « Ouvrir plus de centres pour les SDF » ; « Davantage de places et de soutien aux SDF »...).
- Suggestion de réquisition de bâtiments publics non utilisés pour loger les personnes les plus fragiles.
- Aide sociale aux demandeurs d'asile est évoquée. Il conviendrait de faciliter l'accès au logement pour les personnes en contrats précaires (« Aujourd'hui il est demandé d'être mobile pour trouver un emploi. Les personnes mobiles sont souvent celles qui ont les contrats les plus précaires : intérim, CDD. Or, si l'emploi est flexible, l'accès au logement de l'est pas du tout. Pourrait-on assoupli l'accès au logement ? » Supprimer la Garantie Loyers Impayés (GLI) qui empêche de nombreuses personnes d'accéder à un logement. En GLI, un logement n'est accessible qu'aux personnes en CDI et aux étudiants avec garant, ce qui exclut une grande partie des personnes »).

Aides sociales

- Cibler les prestations sociales pour les plus faibles. Est évoquée la restitution des 5 euros d'APL mensuel (« pour un étudiant, c'est l'équivalent d'1,5 repas »). Dans cet esprit de recherche d'équité, est évoqué le « financement des aides sociales par retour des cadeaux fiscaux ». Exemples : « Chèque consommation pour les ménages » ; « Allocation de rentrée scolaire versée en bon d'achat ciblé » ; « Rétablir l'abattement de 10% pour les familles comptant trois enfants »...
- Garantir un « équilibre social », avec un « Equilibre Social : Chaque citoyen, à son propre niveau, doit financer la Contribution Sociale Equitable. Celle ci est comptabilisée par rapport à son propre niveau de vie (rentes, acquis sociaux, salaires, actions financières privées, immobilier, etc.). Ce financement peut diminuer financièrement suivant l'investissement personnel de la personne morale ou physique (investir dans le pays pour soutenir les entreprises, créer des entreprises, soutenir la recherche, soutenir la formation, etc.). »

2. JUSTICE FISCALE

Les différents thèmes abordant la justice fiscale dans les cahiers sont quasiment unanimes. Se dégagent de ces témoignages l'expression commune d'un sentiment "*d'injustice*" mais aussi "*d'inégalité*" devant l'impôt et l'effort fiscal à fournir sous condition de "*remettre à plat le système de l'impôt en France*". Si la lutte contre la fraude fiscale est souvent la première évoquée, la réorganisation du système fiscal fait l'objet de longs développements. Le rétablissement de l'ISF est une demande commune voire systématique.

Lutter contre la fraude fiscale

- Cette lutte est à ce jour jugée "*inefficace*". Si certains souhaitent qu'elle soit menée par un "*organisme indépendant qui ne soit pas Bercy*", il est demandé un véritable travail de "*recherche*" des Paradis Fiscaux et de repérage de l'évasion fiscale.
- Demande sur le "*contrôle des transactions financières*".
- Mise en place du pouvoir effectif de sanctionner la fraude : "*poser des actes de justice*" avec des "*sanctions véritablement dissuasives*" et une "*égalité devant la justice fiscale*". Il ne doit plus être possible de "*négocier*".
- Le sujet des GAFA est mentionné à de nombreuses reprises : "*toutes recettes faites en France doit être fiscalisées en France*".

La réorganisation du système fiscal

- La demande de "*la remise à plat de la progressivité de l'impôt*" afin que "*l'impôt ne repose pas uniquement sur les classes moyennes*" mais aussi "*épargne les personnes les plus fragiles*" est centrale.
- Meilleure répartition des taxes prélevées et une réelle participation des plus riches à l'effort fiscal national.
- "*Rétablir l'Impôt de Solidarité sur la Fortune*", "*plus de tranches d'imposition*", "*Taxer les revenus du capital comme le sont ceux du travail*", "*Réformer les niches fiscales*", "*Imposer les GAFA*", "*Taxer les gros pollueurs : bateaux, porte-containers, avions*" et grosses unités de production polluantes, "*Créer une CSG sur les transactions financières*", "*Mettre en place une taxe sur les transactions financières TOBIN, TOF...*"
- Plus de transparence, d'explications et de pédagogie sur les mesures fiscales : "*Les Français payent de plus en plus de taxes mais il y a de moins en moins de services publics. Où va l'argent ?*". Les taxes sont perçues comme trop nombreuses et pour beaucoup injustes. Demandes de la baisse, voir la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité : alimentaire, eau, énergie, habillement.

La taxation des entreprises

- La taxation des PME et PMI est souvent évoquée et ressentie comme une injustice fiscale.
- "*Lourde*" elle empêche l'entreprise d'investir, de se développer et d'embaucher. Cette fiscalité est injuste pour ces "*entreprises qui bossent, embauchent, respectent leurs salariés et contribuent au développement économique du pays*"
- Demande de la suppression de la taxe Cahuzac pour les entrepreneurs indépendants est mentionnée à de nombreuses reprises (le même communiqué, à ce sujet, a été envoyé dans tous les départements, parfois à plusieurs communes du même département par le Collectif des Petits Patrons et Artisans).

3. ORGANISATION POLITIQUE ET TERRITORIALE

C'est le premier thème des contributions, après les sujets liés à la justice sociale et fiscale. La question territoriale arrive directement après prouve que les inégalités sociales sont reliées aux inégalités territoriales. Le sentiment d'abandon et d'injustice sociale se double donc clairement d'un sentiment de relégation territoriale. La question de la ruralité, et de la perception que les gens en ont en termes d'inégalités des chances, montre ainsi clairement que « *la fracture territoriale se superpose à la fracture sociale* ».

Thème le plus transversal (puisqu'en sourdine le sujet est celui de la proximité, et que cela renvoie aussi bien aux questions du rôle de l'État, de l'aménagement, des services et de la vie démocratique...), les doléances et propositions ont essentiellement trait à la critique (parfois virulente) du train de vie de l'État et des « grands » élus qui est perçu comme la négation de tous ceux qui œuvrent localement.

Une défiance vis-à-vis des privilèges des élus...

- « *Fin des privilèges !* » Ce mot d'ordre, dont on perçoit bien la portée symbolique, est continuellement présent.
- « *Plus de transparence de la vie publique* ».
- Dénonciation, parfois *ad hominem*, de la « *professionnalisation des parcours politiques* » en critiquant « *les salaires trop important et le nombre d'élus payés à ne rien faire* » en pointant le « *coût pour les contribuables* », et principalement les « *avantages à vie des anciens présidents de la République* ».
- « *Limiter le nombre de représentants* », « *mettre un terme aux avantages des parlementaires* », « *contrôler la présence des sénateurs et des députés* », etc. sont autant de signaux forts de la défiance vis-à-vis des élus, et alimentent une revendication généralisée sur « *la nécessaire réduction du nombre d'élus* ».
- En parallèle une forte demande « *pour plus de proximité avec les élus* » et la volonté d'« *obliger les élus à communiquer sur les sujets en cours et à rendre des comptes* ».
- Constat sur « *l'inefficacité de la démocratie représentative* » davantage qu'une volonté de détruire le maillage territorial des élus.

... qui alimente une critique du dogme de l'organisation territoriale par le haut...

- « *Le haut de l'échelon écrase le bas* ». Les doléances expriment ainsi un « *sentiment de soumission culturelle à un État invisible* » (V. Berberian).
- Critiques portées vis-à-vis des « *hauts-fonctionnaires dont il faut diminuer les salaires* » qui rejoint souvent la volonté de « *supprimer l'ENA, car les personnes qui sortent de cette formation sont formatés sur une pensée unique, hors-sol et déconnectée de la vraie vie* ».
- Sentiment d'une « *France méprisée par nos élites politiques, médiatiques et financières* » avec des « *lois qui ne sont pensées que pour les grosses agglomérations* ».
- Appartenir à « *la France des oubliés* ».

... et un appel à rénover l'organisation politique par le bas.

- Réduire les coûts et les privilèges du « *haut de la pyramide* » qui exerce une vision surplombante doit permettre « *de faire des économies pour animer localement la concertation* ».
- Au-delà des appels à la « *démission du Président et à la dissolution de l'Assemblée* », les revendications aspirent toutes plus généralement à « *refonder la République sur un autre modèle* », notamment en « *redonnant le pouvoir à la commune* ».
- Questions relatives à la vie démocratique (et notamment le RIC sous différentes formes : « *le corps électoral doit pouvoir être consulté par référendum sur les questions économiques et sociales* ») et aux questions constitutionnelles (« *prise en compte du vote blanc* », « *introduction de la proportionnelle* », « *6^{ème} République* », « *droit de révocation des élus* », etc.).
- Attachement au maillage des élus municipaux en souhaitant « *donner ou rendre des responsabilités aux élus qui sont proches du peuple* » afin de « *diversifier les décideurs et sortir de la pensée unique de l'État* ».
- Comment « *la décision, au-delà des décideurs, se rapproche des territoires et des citoyens* ».

4. AMÉNAGEMENT, TRANSPORTS ET MOBILITÉS

Deux points phares sont abordés dans l'ensemble des témoignages : la taxe sur les carburants et l'abaissement de la vitesse à 80km/h. L'appel à un développement des transports publics, des lignes ferroviaires secondaires, de l'offre de transports en communs figure également en tête de peloton parmi les revendications. Se matérialise le sentiment d'injustice concernant les transports et la mobilité (peu d'alternatives offertes à la voiture en milieu rural, peu de prise en compte du territoire, culpabilisation de l'automobiliste pollueur alors même que l'offre de transports publics diminue et que les gares ferment, impact différencié des taxes, coût de la mobilité...)

Aménagement du territoire

- Engager une réflexion sur les mobilités (covoiturage, lignes de bus qui desservent les principales communes, TER...)
- Développement raisonné des villes et des campagnes, urbanisation transparente
- S'assurer de la proximité des collèges et des lycées, maintien des transports scolaires
- Arrêter de construire n'importe quoi n'importe où en plein nature, sous l'unique prétexte de la rentabilité sans aucun projet d'ensemble. Stopper cet urbanisme totalement anarchique qui défigure nos campagnes.
- Prendre en compte la mobilité en milieu rural (travail, écoles, courses...)

Injustice concernant les mesures sur les transports et la mobilité :

- « *Ne pourrait-on pas convertir les amendes routières en jours de revenus* » (une amende de 90€ pour un smicard ou un bénéficiaire du RSA est catastrophique alors qu'elle représente l'argent de poche de la semaine pour un haut revenu, sans compter la perte de points qui risque de déboucher sur un stage de récupération de points à 200€ totalement inaccessible à celui qui vit au jour le jour)
- Sentiment d'être doublement pénalisés : ils financent par leurs impôts les infrastructures de transport des grandes métropoles et paient plus de taxes sur les carburants indispensables pour accéder aux services.
- Demande **que les usagers paient le vrai prix des transports en commun** ce qui entraînerait automatiquement une déconcentration des métropoles.
- Aider au transport pour les travailleurs éloignés.

Taxe sur les carburants

- Supprimer la taxe sur les carburants
- Constat que la hausse de la taxe sur les carburants de ces dernières années ne s'est pas accompagnée de réévaluation des barèmes kilométriques des frais de déplacements « La hausse du prix des carburants a été la goutte de gazole qui a fait déborder le réservoir ! »
- Prix carburant le même pour tous (y compris pour l'agriculture).
- Limiter le prix des carburants DIESEL et essence à un maximum de 1 euro/litre.
- Diminuer la taxe sur les carburants sur les deux dernières années.

Sécurité routière :

- Retour aux 90 km/heures (décision prise par des bureaucrates parisiens qui ne sortent pas du périphérique).
- Baisse du nombre de radars demandés (ne plus les utiliser comme les tirelignes de la République mais contrôler le respect de la signalisation de manière efficace)
- Routes à sécuriser, Rénover et sécuriser les routes
- Dispositifs contraignants sur les routes nationales (radars mobiles ou fixes nombreux, limitation de la vitesse à 80km/h et peu de mesures pour les autoroutes)
- Revoir toutes les signalisations par une large concertation au niveau local en associant les usagers, les riverains, les élus et les concessionnaires de réseaux.

Contrôle technique à assouplir, non au contrôle technique abusif.

Taxe pour routiers étrangers :

- Renchérir fortement les coûts de transport internationaux pour relocaliser les activités de production et ainsi réduire l'impact écologique des transports.
- Instaurer une taxe pour les routiers étrangers qui circulent sur les autoroutes gratuitement pour qu'ils participent à l'entretien de ces infrastructures.
- Mettre des vignettes pour les camions étrangers en transit en France (exemple de taxe comme en Belgique)
- Réinstaurer les portiques pour les transporteurs étrangers

Nationalisation des autoroutes (péages abusifs), de la SNCF

- Réappropriation des autoroutes (si difficultés : réquisition).
- Péages autoroutiers : trop chers et définition des prix arbitraires. Pénalise les travailleurs empruntant ces routes quotidiennement.

Favoriser les transports en commun, développement des transports publics

- Développer les transports publics en zone rurale
- Un transport adapté aux régions en tenant compte des plus démunis, avant même de mettre en place une transition écologique contraignante.
- Développer les transports en commun et limiter les voitures en centre-ville.
- Baisse des coûts des transports publics, *gratuité des transports publics dans les grandes agglomérations*
- Lier les communes de l'agglomération à la ville préfecture par bus

Développement des lignes ferroviaires secondaires (TER), véritable service public ferroviaire

- Réouverture de voie ferrée à destination de communes rurales et politique d'incitation à utilisation de transports ferroviaires (pour désengorger les routes et baisser la pollution due aux moteurs thermiques).
- Rétablir des petites lignes ferroviaires et développement de ces dernières
- Faire pression sur les dirigeants SNCF pour obtenir un service public de qualité
- Arrêt de tous les programmes TGV trop coûteux

Marchandises : favoriser le ferroutage

- Mise en place d'un vaste réseau (européen) de ferroutage pour diminuer significativement le nombre des poids lourds en transit : revenir au fret ferroviaire pour les longues distances.

- **Culpabilisation des personnes** roulant en voiture (mais aucune alternative mise en place en zone rurale : suppression des transports en communs, pas d'initiative pour les déplacements écologiques...)

Nouveaux modes de transports

- Développer le covoiturage des habitants
- Mise en place de l'auto stop citoyen
- Ne pas tout axer sur le développement des véhicules électriques, chers, polluants et inefficaces en zones rurales
- Développer d'autres motorisations tel le GNV (gaz naturel pour véhicule) moins polluant et économique.
- Créer des services de transport à la demande

Mobilité douce

- Mise à disposition de vélos pour les trajets courts

Primes et dispositifs incitatifs

- Mettre en place une prime mensuelle de transport au-delà de 30km/jour
- Prime à la reconversion déduite directement sur le véhicule (pas d'avance pour le particulier).
- Brider la puissance des véhicules mis en circulation.

5. VIE DÉMOCRATIQUE

Souvent, revient l'idée d'une déconnection entre le peuple et ses dirigeants politiques. Sont ainsi évoquées : des « *décisions venues d'en haut sans concertation* » ; « *Les élus doivent respecter le peuple* » ; « *La France n'est plus une démocratie* » ; « *les citoyens ne sont pas dupes et ont besoin de respect de cette classe politique qui vit dans une bulle complètement déconnectée de la réalité* », etc. En parallèle, il leur est demandé de « *ne plus passer lois par ordonnance ou 49-3* ».

Remettre la commune au centre de la démocratie locale

- Il convient de redonner du « *sens à la démocratie* ».
- Reconstruire « *depuis les territoires et les citoyens* » (exemples : « *On ne peut plus fonctionner de façon centralisée* » ; « *Chaque territoire doit pouvoir prendre ses propres initiatives en fonction de ses spécificités et problématiques locales.* » Etc.).
- La démocratie participative, qui doit être favorisée à tous les échelons, est particulièrement fluide à mettre en place au niveau communale, grâce à la proximité.
- « *Plus de pouvoirs aux élus locaux* », « *La mairie doit être la maison du peuple* », « *Doter les maires de moyens pour développer les associations permettant de créer du tissu social* », ou encore « *Retrouvons le goût de la différence et du vivre ensemble, en démocratie donc par principe entre gens qui ne pensent pas pareil.* »

Consultation citoyenne

- Demande à être davantage consultés : il convient de « *faire participer le peuple aux décisions* », il y a « *trop de verticalité* » dans le fonctionnement de nos instances représentatives.
- Solliciter directement les citoyens par referendum (*sous différentes terminologies : « plus de pouvoir au peuple, « référendum d'initiative populaire », et « référendum populaire sur la vie de la cité », « référendum d'initiative citoyenne en toutes matières (sur tous les sujets y compris les traités) pour que les citoyens puissent proposer, amender ou abroger des lois, révoquer des élus, etc.*).
- Organiser des référendums au sujet des « *grandes orientations politiques du pays* » (ou « *sur des sujets brûlants* », ou encore « *pour les grands choix de société* »). « *Le corps électoral doit pouvoir être consulté par référendum national à l'initiative d'un nombre significatif de citoyens (1 million)* ».
- Evocation du « *Référendum révocatoire contre un élu* », « *soumettre un élu à la révocation du peuple* ».)

Un « exercice du pouvoir plus collectif ».

- Demande plus large de participation à la vie de la cité et d'implication dans les choix qui la concerne, par des « *conseils citoyens* » (« *que les citoyens reprennent en main l'intérêt général, pas seulement par l'impôt mais pas l'action collective* »).
- « *Développer des espaces de délibérations citoyennes* » (Création d'un « *conseil des citoyens pour faire remonter les idées au gouvernement* », d'une « *assemblée citoyenne* », d'un « *collectif de citoyens à l'Assemblée nationale et au Sénat* », d'une « *assemblée de citoyens pour plus d'horizontalité* »...).

- Organisation, par les Ministères, de « *chantier participatif* » pour impliquer les citoyens, faire émerger des réflexions...
- Faire connaître leur avis pacifiquement, tout en étant entendu avec « *Possibilité de manifester sans répression ni violence* », « *prise en compte de la manifestation pacifiste* ».
- Responsabilisation du rôle de citoyen semble demandée
- L'obligation de vote qui revient souvent (« *que soit rendu obligatoire le vote avec excuses acceptables* » ; « *donner une carte d'électeur où doivent figurer les passages aux voix d'au moins 2 élections sur 3.*»), avec évocation de sanctions financières (« *ceux qui votent auront une déduction d'impôts, ceux qui ne votent pas auront une pénalité sur la taxe d'habitation* »).

Réforme électorale.

- Prise en compte des votes blancs dans les suffrages exprimés, à toutes les élections. En contrepartie : « *Si les votes blancs sont majoritaires: démission du représentant politique concerné* » (« *un élu par défaut n'a aucune légitimité* »).
- Introduction de la proportionnelle à l'Assemblée nationale (*avec ou sans précisions sur ses modalités précises, comme « à hauteur au minimum d'un tiers dans les élections législatives »*).
- Modification de la Constitution de la Vème République (pour donner plus de pouvoir au peuple, ou au parlement et moins au président). « *Privilégier la participation directe des citoyens. Sortir du système présidentiel et centralisé de la 5ème République* ». « *Instauration d'une 6ème république : avec organisation de référendums* »
- Organiser une grande consultation citoyenne pour réformer les institutions.

Démocratie directe.

- Pratique du tirage au sort de citoyens appelés à siéger dans les assemblées.
- Que l'Assemblée nationale soit « *constituée de citoyens français désignés au hasard par les communes. Elle sera par conséquent plus représentative du peuple* ». Cette suggestion de tirage au sort des membres de l'assemblée Nationale revient à plusieurs reprises, de façon plus ou moins détaillée.

6. TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

La conscience et l'urgence d'agir pour la transition écologique et énergétique transparaissent fortement. Toutefois, un fort sentiment d'injustice quant aux efforts menés pour mettre à bien cette transition est un élément récurrent. Différentes mesures fiscales ou autres sont proposées mais aucune tendance pour développer une énergie plutôt qu'une autre n'apparaît clairement : en filigrane, on la puissance des réseaux anti ou pro énergies fossiles, éoliennes, électriques qui formatent une bonne partie des propositions soumises dans les cahiers de doléances. Enfin, la très grande diversité des mesures proposées fournit un matériau riche qu'il est peu aisé de synthétiser. Des grandes thématiques se dégagent néanmoins.

Nécessité d'avoir une vraie démarche éco-citoyenne et une véritable politique gouvernementale en faveur de l'écologie

- Avoir une véritable politique gouvernementale en faveur de l'écologie. Forte implication et volonté de gagner la bataille contre la catastrophe climatique, réduire l'empreinte carbone (limiter les voyages, les transports de marchandises, les dépenses de chauffage, favoriser le télétravail) et protéger la nature et la biodiversité. Stop au gâchis. Agissons pour la décroissance, la planète et l'égalité.

Sentiment d'injustice dans les efforts pour lutter contre le changement climatique

- Au niveau international : certains pays polluent sans discontinuer (Chine, USA...)
- Au niveau des entreprises : les grandes entreprises ne sont pas taxées à la hauteur de leurs bénéfices et de la pollution qu'elles engendrent.
- Au niveau local : les efforts demandés impactent davantage les personnes non-aisées (coût d'un changement de voiture, coût d'un changement de mode de chauffage...) ou les personnes vivant dans les territoires ruraux (déplacements en voiture nécessaires et plus importants que les urbains, pas d'alternative de transport proposée.)
- La précarité énergétique est souvent abordée et la nécessité d'une écologie avec un accompagnement sociale mais non punitive, ainsi que l'importance de ne pas faire supporter les coûts de la transition écologique aux classes les plus fragiles est à noter.

Propositions de financements de la transition climatique

- Affectation de la totalité de la taxe carburant à la transition écologique avec des opinions divergentes : Supprimer la taxe carbone / Supprimer la taxe sur le chauffage (au fuel, gaz ou électricité)
- Création d'une taxe carbone pour les aliments provenant de plus de 1000 km
Création d'un bonus carbone pour les aliments provenant de moins de 100 km
- Financement de la transition climatique proposé comme une alternative à l'ISF (investissements dans des entreprises ou projets liés à la transition climatique). Mieux que la taxe sur les carburants qui pèse sur les moins riches
- Mettre en place une politique écologique qui ne soit pas injuste et punitive en baissant la TVA sur les produits de consommation courante vertueux et écologiques.
- Mise en place de l'indice intérieur de responsabilité écologique ou d'autres taxes pour la transition écologique, venant remplacer les différentes taxes existantes.
- Proposition de taxer le kérosène et le fioul maritime ainsi que les bateaux de plaisance
- Taxation importantes sur les carburants utilisés à titre de loisirs (yacht, jet privé...).

- Taxe carbone à créer ou à doubler pour les entreprises polluantes et/ou les transports polluants (principe du pollueur/payeur)
- Taxer tous les carburants issus du brut

Développement des énergies alternatives et Importance de la sensibilisation :

- Davantage d'éducation au développement durable et à l'environnement aux scolaires, dès le plus jeune âge.
- Développement du moteur à eau ou à huile
- Développement du moteur à hydrogène
- Développer énergie hydraulique et marémotrice
- Développer la recherche dans les nouvelles énergies
- Forts arguments anti éoliens (protection du paysage...)
- Proposition d'aides plus importantes aux économies d'énergies
- Scission entre les partisans de la voiture électrique et ses détracteurs (production de l'électricité est très polluant, le recyclage des batteries également...)
- Sensibiliser la population aux gaspillages.
- Sortir du nucléaire sans pénaliser les ménages (arrêter l'ITER)

Pour inciter à ce recours aux nouvelles énergies, plusieurs propositions émergent :

- Arrêt de la privatisation de la production d'énergie – barrages hydro-électriques.
- Augmentation de la dotation des finances pour les territoires ruraux qui développent des services et de lutte contre les énergies fossiles par l'implantation et l'exploitation d'énergies renouvelables.
- Développer le ferroutage
- Équiper gratuitement les foyers les plus modestes de panneaux solaires pour produire une partie de leur propre énergie...(et non la revendre sur des marchés spéculatifs) »
- Fournir une énergie verte aux bâtiments publics
- Lancer un programme national d'énergie douce
- Obligation pour les constructeurs automobiles de développer des véhicules propres à < 10000 euros...Prendre en compte le coût de l'énergie...
- Pour lutter contre la pollution DIESEL : ne plus homologuer de voitures à moteur DIESEL.
- Urgence à donner à tous les foyers modestes la possibilité de changer de source d'énergie et d'acquérir un moyen de chauffage en énergie renouvelable de bonne qualité pour une somme symbolique (cent euros)

Concernant l'agriculture, liée à la transition climatique et écologique :

- Préserver les circuits courts
- Passage d'une agriculture productiviste à une agriculture biologique. Aide au développement d'une agriculture plus raisonnée (intrants, arrosage, haies...)
- Suppression des pesticides et autres produits chimiques pour protéger la planète mais en contrepartie,
- Inciter à la consommation locale en taxant les importations. Paradoxe soulevé entre des interdictions d'utiliser certains produits en France (OGM, pesticides) mais importations de l'étranger de produits finis utilisant ces pesticides.

Transition écologique et normes

- Ne pas utiliser les enjeux environnementaux pour imposer travaux coûteux, redevances et taxes excessives sur l'Assainissement Non Collectif

- Plan pluri annuel lisible sur la transition écologique incitative et non punitive
- Mettre en place une véritable politique énergétique. Que les lois passent ps le ministère de l'Ecologie avant de passer par celui de l'Economie.

Transition écologique, gestion des déchets et changement des manières de consommer

- L'effort de tri des déchets devrait être récompensé par une baisse sur la TEOM (part incitative)
- Rétablir la consignation du verre.
- Contamination de l'eau
- Stopper l'éclairage des magasins en dehors des heures d'ouverture et réduire l'éclairage public en cœur de nuit dans les villages si ce n'est pas utile à la sécurité
- Moins de gaspillage (lumières).
- Stop au gâchis. Agissons pour la décroissance, la planète et l'égalité.

Transition énergétique et logement

- Taxation des revenus des loyers en fonction de la classe de performance énergétique de l'appartement à louer.
- Plafonnement des loyers ou de la hausse des loyers en fonction du coût estimé du chauffage et éviter que la taxation du revenu des loyers ne soit répercutée sur le locataire.
- Aides aux propriétaires pour améliorer la performance énergétique des appartements et pour que le coût des travaux ne soit pas indirectement à la charge des locataires.

7. EMPLOI ET ÉCONOMIE

Une grande demande de valorisation du travail et des travailleurs émerge. Tandis que certains demandent un « *droit d'avoir un travail* », d'autres mettent l'accent sur une mise en avant du travail par rapport au chômage (« *avoir intérêt à travailler plutôt que de recevoir des aides* », « *valoriser les gens qui travaillent* », « *encourager l'emploi* »), ou sur la mise en place d'un statut plus enviable pour les travailleurs (avec des illustrations de situation, exemple : « *en tant que famille monoparentale, je suis dans la même catégorie que les bénéficiaires des minimas sociaux, à ceci près que je ne bénéficie d'aucune aide* »), ou encore évoquent un « *assistanat* »).

- « *redonner l'espoir aux chômeurs, mais aussi à ceux de plus de 50 ans (qui ont une grande connaissance)* », « *Rendre obligatoire la réponse des employeurs aux demandeurs d'emplois.* », ou encore miser sur les communes pour assurer le lien avec les personnes en difficulté pour s'insérer dans le monde du travail (« *Permettre aux communes des contrats souples sans charges pour les sans emplois. « Mise à disposition à temps partiel des communes des chômeurs de longue durée* »).
- **Les domaines** de l'énergie, l'environnement, la recherche sont cités comme porteurs.
- Corréler les besoins en termes d'emploi avec la nécessité de services qui se fait sentir sur le territoire (« *augmenter l'emploi et les effectifs dans les milieux de l'éducation, des forces de l'ordre, des infirmiers, de la santé et de la justice* »).
- **Au niveau des conditions de travail** à améliorer, demande de prise en considération de la pénibilité au travail (pour le travail dans le BTP, par exemple), de la mise en place d'une réelle formation professionnelle et continue, d'une Egalité de salaires effective entre hommes et femmes, de la défiscalisation des heures supplémentaires, etc.
- « *Remettre de l'humanité dans le travail* », avec des témoignages qui évoquent les burn-out et pressions psychologiques du milieu professionnel.
- Demande à être mieux accompagnés (**artisans, commerçants, auto entrepreneurs, professions libérales**) et à bénéficier des « *mêmes droits que les salariés* » (chômage, retraite).
- La relance des contrats aidés est également évoquée.
- **Relocalisation de l'emploi en France**, de mise en avant de l'**achat de produits français** ou par le biais de **commerce de proximité** (« *Garder l'emploi en France* » ; « *Arrêter les délocalisations* » ; « *interdire les délocalisations* » ; « *Privilégier l'achat dans les entreprises françaises* » ; « *Ne pas retenir d'entreprises étrangères pour les travaux et faire travailler le local.* » ; « *Taxation des achats sur internet qui nuisent à l'économie de proximité.* » ...).
- « *Augmentation des taxes pour les multinationales* » ; « *Taxer les produits étrangers pour que nous puissions produire en France* » ; « *Ne pas aider la création de plateforme pour réaliser des devis pour travaux.* ».
- Un rôle actif de l'Etat est évoqué (« *arrêt des privatisations et renationalisation des secteurs stratégiques* »).

- **La problématique territoriale n'est pas en reste**, avec des demandes d'aide au développement de l'emploi dans les communes rurales, d'aide des commerces ruraux, ou encore de facilitation du travail à domicile, au développement du télétravail et du coworking.
- **La diminution des charges des TPE, PME et artisans.** La lourdeur des charges sociales des « *petits patrons et artisans* » est régulièrement évoquée, avec une demande de diminution « *pour leur permettre de créer des emplois* ». La soumission des dividendes de SARL aux cotisations sociales (« *« taxe Cahuzac » confiscatoire* » ; les « *taxes sur les entrepreneurs* », les « *charges patronales et salariales* ».) Simplification des procédures de création d'entreprises.
- **Favoriser l'économie participative**, avec une demande d'aider les coopératives, d'aider à la reprise des sociétés en difficulté par leurs salariés. Plusieurs doléances mettent également l'accent sur une « *meilleure redistribution des bénéfices des grosses entreprises* », voire même une « *participation aux bénéfices obligatoires* », ou encore « *s'inspirer des nouvelles méthodes de management (plus de responsabilités données aux salariés)* »
- **Un soutien à l'agriculture française est réclamée** (exemple : élevages bovins naisseurs engraisseurs et producteur laitier).
- « *Porter plus d'attention à l'Agriculture et de reconnaissance aux paysans qui nous nourrissent.* » et de mieux entendre les revendications des éleveurs (« *prédation des loups, réforme de la PAC* »,...).
- Lutter contre l'accroissement des formulaires administratifs est noté (« *Les éleveurs souhaitent exercer le métier qu'ils ont choisi et l'Etat les a fait devenir des bureaucrates (vu le nombre de documents qu'ils sont obligés de remplir)* »).
- « *Favoriser les circuits-courts notamment pour la restauration collective* ».
- Diminution du « *monopole des grandes surfaces, qui font baisser les prix de productions agricoles* » et d'« *harmonisation des tarifs du producteur aux intermédiaires, puis en grandes surfaces* » reviennent également.
- Soutien des agriculteurs pour passer à une **agriculture bio**, ou encore la **protection des terres agricoles** (« *Interdire l'achat de terres agricoles par des investisseurs étrangers* »).
- La **remise de l'humain au centre des préoccupations économiques**, avec la « *fin du rendement sur l'humain* », la critique de la consommation excessive (« *Lutter contre l'obsolescence programmée.* »).« *Rechercher une meilleure qualité de vie, sans toujours penser à la rentabilité économique* ».
- « *Mieux encadrer les mécanismes boursiers* », ou instaurer la « **taxation des transactions financières** (taxe TOBIN) pour revaloriser les minimas sociaux sans pénaliser les entreprises ».

8. SUJETS INTERNATIONAUX

L'évocation des sujets internationaux vient en 8ème position. Les demandes énoncées peuvent se regrouper en 4 parties. La place des étrangers aujourd'hui en France qui est la préoccupation récurrente, les moyens de restreindre l'immigration en France, la place et le rôle de l'Europe pour finir sur quelques évocations des conséquences de la mondialisation.

La place problématique des étrangers en France aujourd'hui

- Trop grande place donnée aux "étrangers", "migrants", "immigrés" en France.
- *"Comment accueillir les étrangers dans une France appauvrie ?". "L'assistance portée aux étrangers est plus importante que celles accordée aux Français en difficulté".*
- *"Il faut calculer le cout indirect de l'immigration".*
- Si de rares témoignages évoquent la nécessité d'accueillir des étrangers, d'autres, majoritaires, demandent la suppression du droit du sol.
- De l'obtention de la nationalité française. Cette dernière ne pourrait s'obtenir qu'après *"5 ans de vie en France, passage d'un examen prouvant la maîtrise de la langue et de l'histoire française et aucune condamnation judiciaire".*
- Les travailleurs détachés : *"que les cotisations pour les travailleurs détachés soient identiques à celle d'un travailleur français",* ainsi que celui des retraités à l'étranger : *"Vérifier avec un vrai contrôle les paiements des retraites à l'étranger".*

Des moyens pour maîtriser l'immigration

- Si la demande principale est de *"ne plus accueillir d'étrangers dans ces temps difficiles"* ou de *"ne plus laisser rentrer de migrants"*
- Remettre *"le contrôle aux frontières"* afin de *"lutter contre l'immigration illégale"*.
- Mener une réflexion politique sur le plus long terme *"permettre aux migrants en vivre en paix dans leur pays"* ou demande une nouvelle analyse des flux migratoires car *"ils sont mal gérés"*.
- La *"prise en compte des flux migratoires futurs dus aux changements climatiques"*

Les relations avec l'Europe

- Demande d'*"un infléchissement de la politique bruxelloise et des priorités de l'UE vers le social et le développement économique"*.
- Il est souvent énoncé *"l'irréalisme de Bruxelles dans la vie quotidienne des Français",* notamment en ce qui concerne *"les décrets et les normes"*.

La mondialisation

- L'impact de la mondialisation sur les produits français vient en premier : *"Les prix agricoles et industriels sont bradés sous prétexte de mondialisation". "Il faut arrêter de convoier des produits venant de Chine et d'Asie". "Il faut acheter français"*.

9. SERVICES DE PROXIMITÉ

Il est nécessaire de distinguer les services publics des services de proximités qui ne se superposent pas systématiquement. S'il ne reste plus guère de services publics (Trésorerie, Préfecture, Poste...), il peut encore rester des services de proximité (commerces).

L'unanimité se fait autour de la nécessité et de l'urgence de "*maintenir des services de proximité*" et "*des services publics et de ses agents au plus près des citoyens*".

"Il faut considérer le monde rural à égalité avec celui des villes". "Chacun paye des impôts et donc chacun a droit au service public". En fil rouge des cahiers de doléances se distingue clairement "un sentiment d'abandon des territoires ruraux : désertification médicale, retrait orchestré des services publics..."

Quatre services de proximité sont principalement évoqués : les services de soins, le commerce de proximité, l'école et les autres services publics et de proximité.

Les services de soins

- Lutte contre la désertification médicale avec un accent mis sur "*la création de centre de soins d'urgence*".
- Aide financière aux médecins qui s'installent
- "*Mise en place de convention entre un département et une université de médecine*"
- "*Ouverture du numérus clausus*"
- Obligation pour les médecins de faire une partie de leur carrière en milieu sous doté.
- "*Maintenir et préserver les emplois de santé*"

Le commerce de proximité

- Son maintien est une demande prédominante.
- "*Bénéficiaire d'aide de l'état*"
- Fermeture de « *la moitié des grandes surfaces soient fermées* ». Ces dernières sont souvent incriminées dans les cahiers de doléances car "*attirant le commerce à l'extérieur des villages et des villes*", affichant des prix trop bas pour qu'un producteur puisse en vivre et qu'un petit commerce puisse s'y aligner.

L'école

- Son maintien comme service de proximité fait l'unanimité.
- "*Il faut maintenir les écoles en milieu rural*" et aussi "*de limiter le temps de transport des enfants*".
- La demande de diminution des effectifs est prédominante ainsi que le développement des systèmes de "*soutien pour les élèves en difficulté*". L'augmentation du nombre de professeurs est aussi souvent évoquée.

Les autres services publics

- Parmi les premiers cités se trouvent la SNCF et les transports départementaux "*Il faut désenclaver les campagnes, favoriser les transports en commun (en qualité et en quantité : ligne TER) adapter aux besoins du territoire*". "*Si il n'y a plus de gare, plus de médecins, bientôt il n'y aura plus de mairie*".
- Maintenir les services publics de proximité passent par "*la renationalisation des services publics (Eau, EDF, Poste...)*" et "*stopper les privatisations*".
- "*S'occuper du mal être des agents des services publics : infirmières, gendarmes, policiers, pompiers, enseignants...*". L'éloignement des tribunaux et des interlocuteurs de justice est aussi au centre des préoccupations : "*nous devenons des citoyens de seconde zone, nous n'avons pas accès à la défense de nos droits*".
- L'accès à la culture et aux équipements sportifs est une question présente : "*il faut réimplanter des lieux de rencontres culturels*" et leur permettre de vivre.
- "*Chacun devrait avoir un accès aisé aux équipements sportifs*".

10. ROLE DE L'ÉTAT DES LES TERRITOIRES

Au-delà des nombreux messages de soutien à l'initiative « mairie ouverte » (« *Merci de nous donner la possibilité d'exprimer nos doléances* », « *Votre initiative de concernant le cahier de doléances est la bienvenue* », etc.) qui témoignent de l'intérêt des populations pour la prise de parole à l'échelle locale, les doléances démontrent le rôle et l'utilité de la commune. Les citoyens dénoncent « les mensonges de l'État envers la population » qui témoigne du « mépris du pouvoir central envers les territoires » à travers des formules comme « il y en a marre d'ignorer les petites gens de la ruralité », ou en dénonçant l'aveuglement du Président de la République qui ignore « *les invisibles, les riens, les réfractaires et les fainéants qui ont dû porter un gilet jaune pour qu'enfin vous les voyez et les entendiez* ». Et d'autres d'alerter sur le fait que « *la souffrance, c'est maintenant !* ».

Pour un État structurant, mais à l'écoute des réalités locales.

- Fort rejet de la manière dont « *les territoires sont mal considérés par l'État centralisé* »,
- Forte appétence des citoyens pour un changement de paradigme qui permettrait d'aller vers « *une logique de fédéralisme où l'on prendrait réellement en compte les spécificités locales* ».
- Le diagnostic initial de « *la concentration des territoires et de la métropolisation* » n'est pas bon que le remède accentue le fait de « *couper la France en deux, avec d'un côté la France qui gagne bien sa vie et habite les centres urbains, et de l'autre les laissés pour compte* ».
- « *Il ne faut pas moins d'État, mais un État réellement à l'écoute des difficultés* » afin de prendre conscience de la nécessité de « *renforcer les effectifs de toutes les fonctions publiques, territoriales, mais en particulier hospitalières* ».
- Pour « *favoriser l'accès au soin et densifier les réseaux de transport en commun* » ou « *maintenir les services publics et aider la création de services privés* », beaucoup expriment le souhait que l'État « *aide la ruralité par des mesures précises* » en « *mettant en place des politiques adaptées aux territoires et pas seulement à Paris* » avec des « *lois différentes pour les petites communes que pour les agglomérations* ».

Redonner du corps et des pouvoirs à la commune, garante de la proximité.

- Dénoncer « *la concentration des pouvoirs à Paris* » et « *le centralisme que la loi NOTRe a accentué localement* »
- Émergence de « *l'échelon intercommunal qui enlève de la proximité* ».
- Sentiment généralisé de défiance vis-à-vis de « *l'intercommunalité qui se fait au détriment des petites communes* » qui « *paient plus de taxe et même temps ne peuvent plus investir pour se développer* ».
- Que « *l'État soutienne les petites communes qui sont en train de mourir* » en « *assurant une meilleure formation aux élus* », mais surtout en « *donnant plus de moyens financiers aux communes pour dynamiser la vie associative* ».
- « *La dévitalisation de la commune au profit de l'EPCI* » accentue « *les inégalités entre les communes* » alors que « *la réponse doit passer par plus de proximité* ».

Assurer une péréquation digne de ce nom

- « *L'intercommunalité a rajouté une couche au mille-feuille territorial, incompréhensible et générateur de gaspillage, sans répondre à la nécessaire réaffectation de l'économie dans les territoires en réimplantant des services dans les zones rurales* ».
- Demande de « *l'abrogation de la loi NOTRe* »
- Réduire « *les inégalités entre communes* » en demandant que les « *dotations soient équitables entre les communes rurales et les métropoles* ».
- Si les préconisations thématiques sont développées par ailleurs (transport, santé, services, écoles, etc.) les citoyens expriment l'idée que c'est avant tout à cause de l'État qui a « *abandonné son ambition d'assurer une égalité de tous les citoyens* ».
- Sentiment de défiance vis-à-vis du train de vie de l'État (« *l'argent dépensé pour la vaisselle de l'Élysée et la piscine de Brégançon serait bien utile dans les territoires* ») et des métropoles qui « *concentrent les moyens sans se soucier des autres* ».
- « *Plus d'égalité entre les territoires* »,
- La fracture sociale et la fracture territoriale sont consubstantielles l'une de l'autre
- Volonté d'exprimer collectivement ce sentiment d'abandon en des termes disparates (« *France périphérique* », « *ruralité* », « *communes rurales* ») pour exprimer un marqueur spatial des « *laissés pour compte* ».

11. AUTRES THÉMATIQUES

D'autres sujets émergent au sein des doléances analysées. Si les thématiques sont diverses, il est néanmoins possible de discerner quelques grands ensembles, pas toujours homogènes.

- **L'accès au très haut débit, la nécessité de mettre un place un accompagnement au numérique et un arrêt de la suppression des services publics au profit de procédures totalement dématérialisées** reviennent de manière récurrente.
- « Mise en place de relais internet pour les formalités administratives »
- « Arrêter d'imposer de passer par internet pour tous les services publics, car rien ne remplace le contact humain », de « garantir l'accès au très haut débit pour tous, en généralisant la fibre optique pour tous les territoires », afin de « combler les zones blanches et mettre en place le Haut Débit dans les communes pour trouver une solution à la fracture numérique ».
- « Conserver l'accès au droit des citoyens en leur donnant les moyens financiers, d'accompagnement et d'accès au numérique (accès à internet à un prix décent, doter les communes de moyens pour accompagner les personnes non formées, créer des lieux d'informations et de formation au numérique...) ».
- La question de **l'école et de la formation en général** revient à plusieurs reprises, qu'il s'agisse de **l'école rurale** ;
- Repenser **l'orientation des lycéens**, abandonner la réforme de Parcours Sup'
- Favoriser **l'apprentissage** ;
- Donner **plus de moyens à l'enseignement supérieur** (« Ne pas limiter l'accès aux facultés » ; « Ne pas augmenter les frais d'inscription des étudiants étrangers non UE »...)
- **Aider davantage les étudiants** (« revoir les frais d'inscription et de sécurité sociale étudiante obligatoire, trop élevés » ; « baisser le coût des études » ; « mettre en place un crédit à la consommation pour les jeunes »...), en faisant un « audit des besoins », ou de favoriser/améliorer la **formation professionnelle**.
- **L'apprentissage du civisme**, dès le plus jeune âge ou plus tard, est également une idée qui revient (« Initier au civisme, à la politique, à la vie publique, pour expliquer ce qu'est l'État et comment se financent les services publics ». « Rétablir l'instruction civique à l'école », ou encore intégrer un « service citoyen des jeunes » de plusieurs mois dans leur cursus scolaire.
- **Recréer du lien social** revient régulièrement (sous différents angles : « beaucoup de solitude et de demandes d'aide, alors que le travail et les associations permettent de se sentir utiles et d'échanger ».
- Davantage de **soutien à la vie associative** (« maintien des emplois-aidés pour les communes et les associations, ou « développer le lien social et l'accompagnement en fin de vie » ; « Dialogue philosophique à l'échelle locale »).
- **La demande d'une réforme profonde du système financier et monétaire** (« véritable surveillance des dérives des banques et assurances ») témoigne d'une inégalité sociale que l'on peut lier à **la demande d'une réforme du système judiciaire** (« application stricte de la loi » ; « rétablir une justice efficace » ; « ramener la majorité civile à seize ans, pour responsabiliser les jeunes ; « faire payer un forfait internat aux détenus,

comme les parents payent l'internat des enfants »), ou d'une plus grande indépendance de la Justice (« Institution d'une véritable indépendance de la justice »), ou encore à la nécessité de **garantir l'indépendance de la presse et des médias**.

- **la Sécurité** : « Renforcer les moyens de la gendarmerie et de la police (plus d'effectifs et locaux plus décents ; « plus de sécurité (police) » ; « Ce sont les casseurs qui doivent payer les dégâts, non le peuple avec ses impôts » ; « Légiférer sur les violences aux femmes »). Ou encore : « Rétablissement de l'ordre républicain (retour de la valeur de respect) » ; « Rétablir le service national. Retour du service militaire ».
- **Une aspiration à une vie meilleure, ou encore à un humanisme plus développé** (« Redonner au peuple dignité et respect pour plus de bonheur » ; « On veut du bien-être, et pas seulement du pouvoir d'achat » ; « je ne fais que travailler et payer mes factures, ce n'est pas normal » ; « votre peuple ne réclame pas le luxe, mais le droit de vivre correctement » ; « Se battre pour la démocratie, la paix, l'égalité et la fraternité. » ; « Respecter les droits de l'Homme » ; « Lutter contre le racisme » ; « Fin de la société de consommation : vivre avec le confort minimum. » ; « Reconsidérer l'humain comme centre des préoccupations sociétales »
- **Pêle-mêle, d'autres sujets émergent** : « Pluralité des campagnes mais unicité des villes » à prendre en compte » ; « Simplifier démarches administratives » ; « Assouplir les règles d'urbanisme en milieu rural » ; « Soutenir et développer des micro-coopératives proposant des produits de qualité, locaux en circuits courts. » ; « Accès à l'eau potable pour tous. » ; « Stopper la course aux armements et aux marchés. » ; « Arrêt des vaccinations obligatoires » ; « Soutenir la langue française : une dictée par semaine à la télévision » ; « Supprimer la redevance télé »...

L'association des maires ruraux de France

Des maires militants de la ruralité

Créée en 1971, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) fédère près de 10.000 maires ruraux au sein d'un réseau solidaire, en toute indépendance des pouvoirs et partis politiques.

Rassemblés autour d'une identité forte, les membres de l'AMRF portent la voix des communes ancrées sur les territoires ruraux pour défendre leurs enjeux spécifiques.

Forte de son militantisme et de sa représentativité, l'AMRF est aujourd'hui l'interlocutrice incontournable des communes rurales auprès des pouvoirs publics et des grands opérateurs nationaux.

Défendre les enjeux de la ruralité

Dans un esprit militant, l'AMRF fédère, informe et représente les maires des communes de moins de 3.500 habitants, partout en France. L'association s'engage au quotidien – au niveau local et national – pour défendre et promouvoir les enjeux spécifiques de la ruralité. Elle participe au débat public en formulant des propositions et en réalisant des interventions. Elle produit des manifestes et publie des rapports et des contributions lors des discussions parlementaires.

Un réseau au service des territoires ruraux

Les [associations départementales](#), en totale autonomie, représentent les maires ruraux auprès des interlocuteurs publics du département et services déconcentrés (Préfecture, Conseil Général, Inspection d'Académie, Gendarmerie, etc.) et des opérateurs de services. Formant un réseau de proximité efficace, elles sont une force d'information et de mobilisation très réactive

Et maintenant ?

www.appeldesmairesruraux.fr